

# Le débat



## L'IMMIGRATION, EST-CE VRAIMENT UNE CHANCE POUR L'ÉCONOMIE?

Si Jean-Thomas Lesueur s'interroge sur la capacité de la France à accueillir un flot massif de migrants, Hippolyte d'Albis estime plutôt qu'ils représentent un réel atout, la majeure partie d'entre eux étant même créateurs de richesses.

### LES PROTAGONISTES

**Hippolyte d'Albis** (à gauche) est économiste, directeur de recherche au CNRS et professeur à l'École d'économie de Paris. Sa spécialité: l'économie démographique. Ses travaux analysent les interactions entre les variables démographiques et économiques. Il a reçu en 2012 le prix du Meilleur Jeune Economiste.

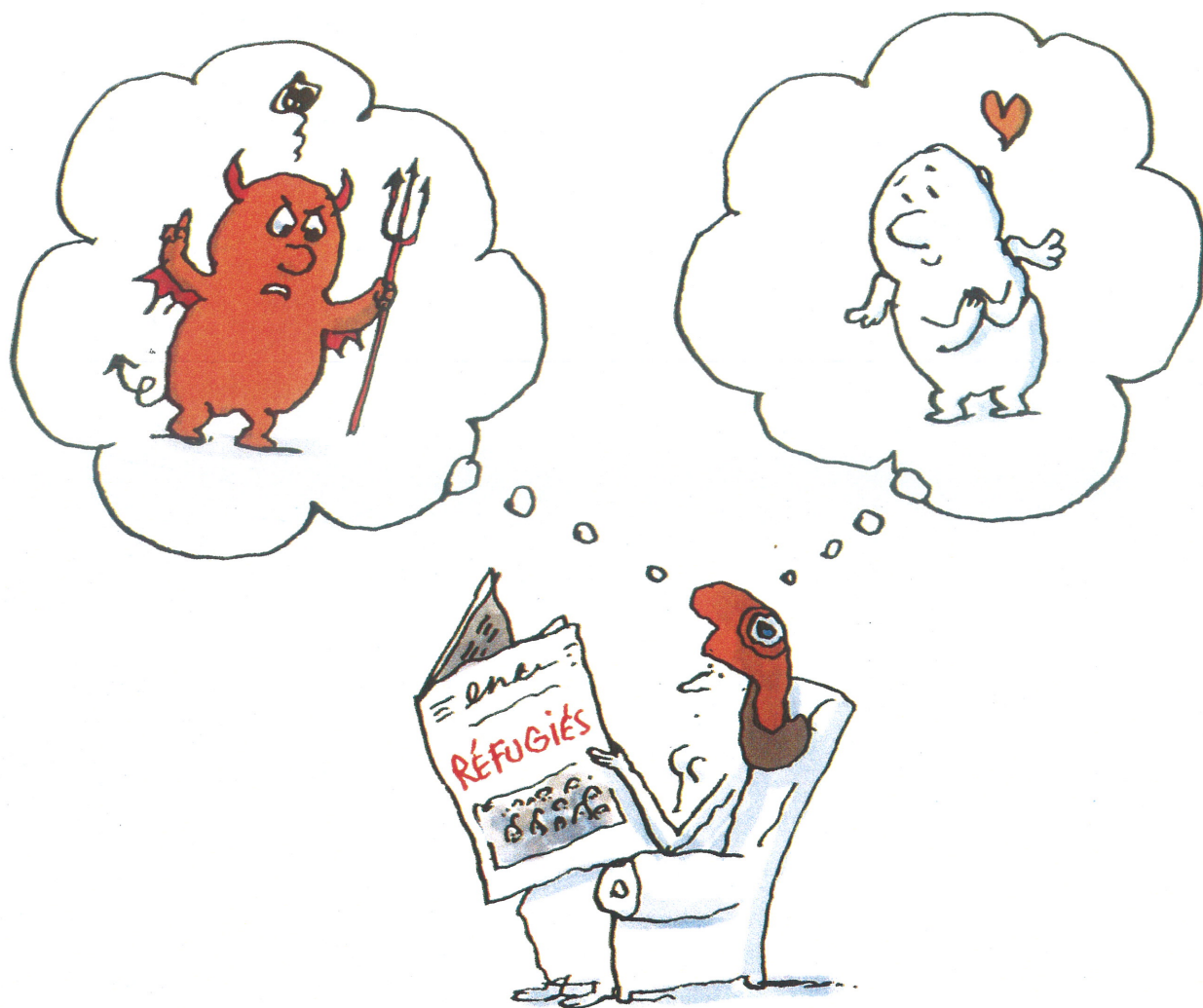
**Jean-Thomas Lesueur** (à droite) est historien de formation. Il est délégué général de l'institut Thomas-More. Ses travaux portent sur les questions politiques liées aux enjeux institutionnels et identitaires européens et sur l'analyse de la vie politique française.

**Alors que l'Europe pourrait accueillir près d'un million de réfugiés d'ici à la fin de 2016, les économistes affirment généralement que l'immigration a plutôt un effet positif sur la croissance. Validez-vous cette thèse?**

**Hippolyte d'Albis.** Effectivement, l'immigration a un impact positif sur la croissance. Certaines études ne portent que sur un aspect de la question, par exemple l'effet de la migration sur le chômage ou le logement. Ce qui est intéressant, avec l'étude de l'impact sur la croissance, c'est que toutes les variables économiques sont prises en compte. En outre, ce sont les effets au cours du temps qui sont mesurés. Certains économistes ont avancé que les effets de l'immigration étaient négatifs sur le court terme puis positifs sur le long terme. Or, pour la France, depuis vingt ans, l'effet des flux migratoires est positif, même à court terme.

**Jean-Thomas Lesueur.** Concernant l'impact sur la crois-





sance, je ne serais pas aussi catégorique que vous. Certaines études sont moins affirmatives sur les bénéfices économiques de l'immigration – je pense à celle de l'OCDE de 2013 ou à celle publiée au CAE par Gilles Saint-Paul en 2009. En réalité, il n'y a pas d'effet uniformément bon ou mauvais. Les enjeux de la question migratoire sont beaucoup plus de nature sociale, politique, culturelle que strictement économique. La vision que vous défendez a trop tendance à voir l'individu comme un simple agent économique qui coûte et qui rapporte, peu important son histoire, sa culture, sa singularité. Deux visions s'opposent sur ces questions: la première, celle des partisans de la « société de marché », qui ne voient les individus que comme des consommateurs et des producteurs et le champ social uniquement comme un marché, et la seconde – que je défends –, qui souhaite que le marché soit contenu dans le champ économique et que ne soit pas tenu pour rien le lien social entre les personnes et l'environnement culturel qui est le leur.

**H. d'A.** Evidemment que l'immigration est un problème humain, même pour un économiste! Néanmoins, je voudrais revenir sur une chose: parmi les nouveaux titres de séjour de plus d'un an qui sont attribués chaque année en France (aux environs de 200 000), la proportion délivrée pour motif économique est extrêmement faible. La majeure partie, c'est de l'immigration familiale, dont des conjoints de Français. Or ces personnes vont travailler, vont s'insérer dans la société et vont le faire plutôt bien... malgré tout ce qu'on peut lire et dire! Une autre proportion importante de

titres concerne les étudiants venus faire leurs études en France. N'est-il pas contre-productif de les renvoyer lorsqu'ils ont obtenu leur diplôme? Aux Etats-Unis, par exemple, le nombre moyen de brevets déposés est plus important pour les étudiants d'origine étrangère que pour les étudiants américains. Nous ne disposons pas de ce type de statistiques pour la France. Mais j'ai évidemment le sentiment que les étudiants étrangers sont une richesse.

**J.-T.L.** Votre raisonnement vaut peut-être pour un pays dynamique dans lequel le système économique et social fonctionne. Ce qui n'est vraiment pas le cas de la France! Accueillir ne suffit pas. Il faut intégrer et bien intégrer. La France y arrive-t-elle? Les chiffres parlent d'eux-mêmes: le taux de chômage des immigrés atteint 17%. Leur niveau de vie médian est inférieur de 30% au niveau de vie moyen. La carte de l'échec scolaire est largement celle des zones où les populations immigrées sont les plus nombreuses. Enfin, on compte 18% d'étrangers en prison, alors qu'ils représentent 6,6% de la population totale. Encore une fois, l'accueil et l'intégration des populations immigrées fonctionnent lorsque le pays en a les capacités socio-économiques et culturelles. Ce n'est pas le cas de la France aujourd'hui.

**Justement, peut-on comparer la crise actuelle des réfugiés avec les vagues migratoires du passé? La donne n'a-t-elle pas changé?**

**H. d'A.** D'après le Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies, l'Europe pourrait recevoir 700 000 réfugiés cette année, ➤

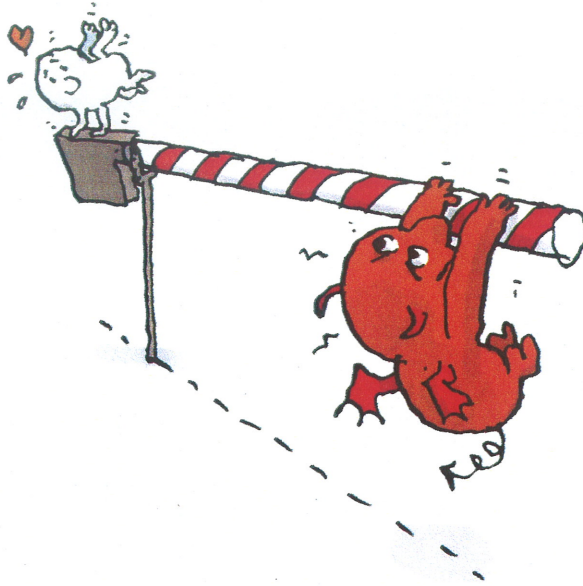


### *Le débat* L'IMMIGRATION, EST-CE VRAIMENT UNE CHANCE POUR L'ÉCONOMIE?

➔ ce qui peut paraître beaucoup, mais qui ne représente en fait que 0,13 % de la population européenne. On a connu des vagues migratoires de beaucoup plus grande ampleur. Les « rapatriés d'Algérie », c'étaient 800 000 personnes, rien que pour la France ! Les migrants partis d'Union soviétique vers Israël dans les années 90 ont représenté une augmentation de 20 % de la population du pays. On peut également évoquer les Cubains en Floride et, plus récemment, les réfugiés des Balkans. Tous ces épisodes ont été bien plus importants pour les pays d'accueil que ce que vit l'Europe dans son ensemble aujourd'hui.

**J.-T.L.** La situation des pays d'accueil était à l'époque largement différente, non seulement sous l'angle économique et social, mais aussi sous l'angle sociopolitique ! On vivait dans des sociétés fermées et homogènes, alors que nous vivons aujourd'hui dans des sociétés ouvertes et de plus en plus hétérogènes. L'inquiétude identitaire est massive en France, sans doute plus que dans la plupart des autres pays européens, car tout le modèle républicain craque. Le Front national ne réaliserait pas les scores qu'on lui connaît si cette crise advenait dans un contexte serein. Evidemment, il faut accueillir les réfugiés qui viennent de zones de guerre. Mais il serait sage de réduire les flux de l'immigration régulière en proportion de l'arrivée des réfugiés de guerre. Tout comme il serait sage de réduire l'immigration de travail, de mieux surveiller le rapprochement familial, et de s'attaquer à l'immigration clandestine.

**H. d'A.** Qu'on ne me fasse pas croire que nous n'avons pas les moyens de les accueillir ! L'Europe des 28 est tout de même la première puissance économique de la planète, un quart du PIB mondial. Arrêtons de nous plaindre en permanence. Certes, le revenu par habitant stagne, notamment en France, depuis la crise en 2008. Mais il est beaucoup plus élevé qu'au début des années 2000 et que dans les années 60 ! Quand le Dane-



mark a accueilli dans les années 90 de nombreux réfugiés des Balkans, la situation économique du pays n'était pas florissante, et le taux de chômage y atteignait 8 % ! Il a été montré que cet accueil n'avait pas détérioré la situation économique des Danois.

**J.-T.L.** Justement, vous prenez l'exemple du Danemark. Mais que s'y est-il passé à partir de la seconde moitié des années 90 ? Une montée très forte des mouvements populistes. Là encore, les effets induits et notamment socioculturels de l'immigration sur les sociétés d'accueil sont à prendre en compte. Evidemment, ça n'est pas quantifiable comme un taux de chômage ou un taux

de croissance. On ne mesure pas l'« insécurité culturelle » (comme dit Laurent Bouvet) et les inquiétudes qu'elle fait naître, mais on devine aisément ce qu'elle coûte à la cohésion d'un pays et sa confiance dans l'avenir.

**H. d'A.** Je voudrais revenir sur votre proposition. Vous souhaitez réduire l'immigration légale à hauteur du nombre de réfugiés syriens ou irakiens que nous allons recevoir. Vous oubliez que, en termes d'accueil de migrants, la France est déjà un des pays les plus fermés du monde. Il ne faut pas oublier non plus qu'une large part de l'accueil d'étrangers se fait dans le cadre de l'immigration familiale, c'est-à-dire en majeure partie l'arrivée sur notre sol de conjoints de Français. Il n'est pas question – ni possible – de la réduire. Que voulez-vous faire alors : diminuer davantage encore l'immigration des étudiants ou alors les 12 000 titres de séjour que l'on offre chaque année pour l'immigration économique ? En définitive, je ne vois pas quel type d'immigration légale vous souhaitez encore comprimer.

**Nos systèmes de protection sociale peuvent-ils encaisser le choc de cette nouvelle vague migratoire ?**

**J.-T.L.** Le modèle social intégrateur français est fatigué,

« Les migrants qui arrivent aujourd'hui sont plutôt jeunes. Ils ne sont pas les premiers bénéficiaires de la protection sociale. Lorsqu'ils travaillent, ils contribuent même à son financement. » HIPPOLYTE D'ALBIS





## « Accueillir ne suffit pas. Il faut intégrer et bien intégrer. La France y arrive-t-elle? Les chiffres parlent d'eux-mêmes: le taux de chômage des immigrés atteint 17 %. »

JEAN-THOMAS LESUEUR

épuisé. Il ne fonctionne plus ou presque plus. De fait, on voit mal comment il pourrait massivement prendre en charge davantage d'immigrés.

**H. d'A.** Mais de quoi parle-t-on? 60 % des dépenses de protection sociale sont à destination des plus de 60 ans. Et 80 % du financement proviennent des 25-59 ans. Il ne vous a pas échappé que les migrants qui arrivent aujourd'hui sont plutôt jeunes. Ils ne seront donc pas les premiers bénéficiaires de la protection sociale. Lorsqu'ils travaillent, ils contribuent même à son financement. S'il y a aujourd'hui un problème sur nos comptes sociaux, ça n'est certainement pas la faute de la guerre en Syrie, mais plutôt celle de notre incapacité, depuis des années, à gérer un choc démographique qui était parfaitement prévisible. Je rappelle également qu'on ne touche pas le chômage en France lorsque l'on n'a pas travaillé. L'accès aux soins des migrants est également beaucoup plus faible que celui des natifs. Evidemment, tout a un coût. Pendant la période durant laquelle la demande d'asile est étudiée, la personne a droit à un logement et à une allocation de 11,45 euros par jour. Si on donnait cette allocation pendant un an à ces 700 000 réfugiés qui vont arriver cette année en Europe, le coût total serait de 3 milliards d'euros, soit 0,02 % du PIB européen. Un chiffre ridiculement faible comparé à la puissance économique européenne.

**J.-T.L.** Il y a des coûts que vous négligez complètement. Le coût d'un élève en France dans les zones prioritaires est 30 % plus élevé qu'ailleurs. Or, dans ces zones, les jeunes – y compris diplômés – ont un mal fou à s'intégrer, et leur taux de chômage est très élevé. Le coût de l'aide médicale de l'Etat (AME) atteint 1 milliard d'euros! Quant aux rejets de demandes d'asile, vous avez raison, ils sont importants (75 % des demandes). Mais une fois que ces personnes sont sur le territoire, elles ne paient rien, même pas lorsqu'une demande d'asile est retoquée. On estime au moins à 400 000 le nombre de clandestins sur le territoire. Une présence dont nous ne sommes pas en mesure d'estimer le coût.

**On a vu ces images incroyables, en septembre, de colonnes de réfugiés débarquant dans les gares allemandes. L'Allemagne peut-elle résoudre son problème démographique?**

**H. d'A.** La clé de la réussite économique, c'est la part des actifs dans la population. Sur ce sujet, l'Allemagne est confrontée à un gros problème. Elle en a conscience et, du coup, le débat sur l'immigration est beaucoup moins tabou qu'en

France, notamment parce que les entreprises ont su mettre cet enjeu sur la table. En France, le problème démographique est certes moins aigu. Aussi parce que l'immigration familiale dont nous parlions tout à l'heure est pourvoyeuse de services à la personne, et en particulier de services de gardes d'enfants. Ces migrantes, qui occupent souvent des postes de nounou, permettent aux femmes françaises de travailler et d'avoir plus d'enfants. Voilà un autre exemple de l'impact positif de l'immigration sur la croissance.

**J.-T.L.** Entre les images dont vous parlez et qui ont fait le tour du monde et aujourd'hui, la situation a bien changé. Angela Merkel, qui était à des sommets de popularité, a perdu près de 11 points dans les sondages. A la question « L'immigration est-elle un facteur favorable pour l'Allemagne? », les opinions favorables sont passées de 49 % à 34 % en quelques semaines. Sur le fond, j'ai du mal à comprendre l'argument économique pour expliquer cet accueil massif: l'Allemagne compte-t-elle régler son problème de main-d'œuvre en accueillant des réfugiés dont elle ignore tout des compétences et qui ne parlent pas allemand? Ça n'est pas rationnel. Certains en Allemagne pensent que la clé est dans l'équation personnelle d'Angela Merkel, qui a vécu en RDA: pour elle, un réfugié politique qui risque sa vie doit être accueilli. Cela ne se discute pas.

**De nombreuses voix s'élèvent, notamment à droite, pour demander une refonte des accords de libre circulation de Schengen. Faut-il les revoir?**

**H. d'A.** Il y a réellement une incohérence. Schengen est effectivement une zone de parfaite libre circulation pour les « nationaux ». Mais pas pour les migrants! S'ils sont accueillis dans un pays, ils ne peuvent pas s'installer librement dans un autre. Il faut revoir Schengen pour réaffirmer la compétence de la politique migratoire vis-à-vis des pays tiers au niveau européen.

**J.-T.L.** La question de Schengen posée aujourd'hui est en priorité celle de la surveillance et de la protection des frontières extérieures (ce qui n'exclut pas d'autres réformes). L'Europe dispose de 10 000 kilomètres de frontières terrestres et de 65 000 kilomètres de littoral. Un ensemble politique puissant a vocation à « tenir » sa frontière. Il faut absolument communautariser la surveillance de nos frontières et, aussi, la gestion des demandes d'asile.

© PROPOS RECUEILLIS PAR BÉATRICE MATHIEU